

Pau, le 29 mars 2023

ARRETE N°AP-2023-0134

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R110-1 et suivants ;
Vu le Code Pénal ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Vu l'arrêté municipal en date du 14 février 1974 réglementant le stop sur la voie parallèle au cours de Lyautey qui relie la rue Maréchal Juin à l'Avenue de Saragosse ;
Vu l'arrêté municipal en date du 14 février 1974 réglementant l'interdiction de stationner aux abords du carrefour avenue de Saragosse, cours Lyautey et avenue Dufau des deux côtés de la chaussée de ces trois voies ;
Vu l'arrêté municipal en date du 3 octobre 1983 réglementant l'interdiction de stationner des deux côtés de la chaussée aux véhicules poids lourds ;
Considérant les travaux du bus à haut niveau de service (BHNS) ;
Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, d'abroger l'arrêté municipal susvisé ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – L'arrêté municipal en date du 14 février 1974 qui réglementait le stop sur la voie parallèle au cours de Lyautey qui relie la rue Maréchal Juin à l'Avenue de Saragosse est abrogé.

ARTICLE 2 – L'arrêté municipal en date du 14 février 1974 qui réglementait l'interdiction de stationner aux abords du carrefour avenue de Saragosse, cours Lyautey et avenue Dufau des deux côtés de la chaussée de ces trois voies est abrogé.

ARTICLE 3 – L'arrêté municipal en date du 3 octobre 1983 qui réglementait l'interdiction de stationner des deux côtés de la chaussée aux véhicules poids lourds est abrogé.

ARTICLE 4 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du retrait de la signalisation réglementaire par les services techniques municipaux.

ARTICLE 5 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 6 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

14 AVR. 2023


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire